

Abonnez-vous à DeepL Pro pour éditer ce document.  
Visitez [www.DeepL.com/pro](https://www.deepl.com/pro?cta=edit-document) pour en savoir plus.

**Etude de l'inclusion des populations pastorales dans le Registre National Unique du Sénégal**

**Termes de référence révisés**

Ces TdR ont été révisés au cours de l'exécution du contrat. Initialement, l'étude consistait en deux tâches complémentaires : (1) une analyse du processus du RNU et de l'inclusion des populations pastorales, (2) une analyse d'échantillon visant à comparer la couverture actuelle du RNU par rapport à la situation des populations pastorales dans des lieux définis. Malheureusement, le consensus n'a pas été atteint sur la méthodologie de la deuxième tâche et il a été décidé de se concentrer uniquement sur la première tâche.

BAME/ISRA a été sélectionné comme consultant sur la base des offres financières et techniques soumises et a débuté son contrat le 24 mars 2021. BAME/ISRA a commencé une première étape du travail et a fourni un rapport initial le 30 mai, présentant les méthodologies pour l'analyse des processus et l'analyse des échantillons, sur la base de la littérature et de la revue des données disponibles. Néanmoins, après des discussions et une révision de la méthodologie, un consensus n'a pas été atteint et l'équipe de la BM, l'équipe de BAME/IRSA et la direction du RNU ont décidé de se concentrer uniquement sur l'analyse des processus. L'analyse des processus est la tâche centrale pour soutenir la méthodologie de construction du RNU pour l'extension à venir et le BAME/ISRA a une expertise étendue dans le pastoralisme au Sénégal pour diriger cette tâche.

1. **Contexte**

*Le registre social*

Le Registre national unique (RNU) créé en 2013 par la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale (DGPSN) et sous la responsabilité de la Direction du RNU, représente un pilier du système de protection sociale au Sénégal. A fin 2020, le RNU, qui a une couverture nationale, recensera les 560 000 ménages les plus pauvres du pays, soit 27% des ménages du pays et 70% des ménages pauvres. Le RNU est devenu un élément central pour construire le système de protection sociale du Sénégal afin de coordonner ses programmes et d'augmenter son efficacité en faveur des plus vulnérables. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le RNU encourage les ressources mobilisées dans la mise en œuvre des projets sociaux à être orientées vers les plus pauvres et facilite la coordination des différents programmes vers les mêmes cibles. Le RNU vise à : (i) permettre aux programmes sociaux de tous les secteurs (éducation, emploi, santé, agriculture, énergie, etc.) de sélectionner leurs bénéficiaires rapidement et à moindre coût en appliquant leurs critères de ciblage spécifiques ; (ii) permettre la mise en œuvre rapide des programmes sociaux et assurer une approche globale.

La réponse à Covid-19 dans le pays a démontré l'importance de disposer d'un registre social permettant un ciblage efficace des populations vulnérables et a renforcé le dialogue entre le gouvernement, les partenaires techniques et financiers (FMI, UE, UNICEF, FAO, OIT, BM) et les acteurs humanitaires autour de la définition d'actions communes pour renforcer le système de protection sociale. L'un des objectifs communs est d'améliorer l'efficacité et l'impact des programmes sociaux en : (i) encourageant l'utilisation systématique du RNU par les programmes ciblant les plus pauvres et les plus vulnérables ; (ii) assurant la qualité et la mise à jour régulière des données du RNU ; (iii) renforçant la position institutionnelle et financière du RNU.

Le gouvernement a exprimé son intérêt pour l'extension du registre afin d'atteindre un objectif de plus de 1 000 000 de ménages. Il est donc essentiel de définir une stratégie de vulgarisation pertinente et équitable en collaboration avec les différents acteurs sectoriels concernés. A ce stade, différentes approches de vulgarisation peuvent être envisagées indépendamment ou conjointement : (1) une extension nationale basée sur des quotas de pauvreté ; (2) une extension priorisant les zones les plus vulnérables aux chocs climatiques ; (3) une extension à certains groupes de population. Pour alimenter la réflexion, la Banque mondiale s'engage à soutenir le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre des différentes activités d'analyse dont fait partie cette initiative.

*Pastoralisme*

Au Sénégal, comme dans les autres pays sahéliens, l'élevage en tant qu'activité de production est caractérisé par la coexistence entre un système pastoral situé dans le Nord-Est du pays, un système agro-pastoral dans la zone centrale et un système intensif essentiellement périurbain. L'agriculture pastorale située au nord-est du pays dans la zone sylvo-pastorale (ZSP) est caractérisée par la grande mobilité des éleveurs et de leurs troupeaux. Considérée comme la zone de prédilection de l'élevage pastoral, la Zone Sylvo-Pastorale (ZSP) communément appelée Ferlo s'étend principalement sur les régions de Saint Louis, Louga et Matam couvrant une superficie d'environ 70 000 km2, soit le tiers du territoire national.

Les populations pastorales, en tant que groupe minoritaire, ont traditionnellement subi des dynamiques de marginalisation à la fois sociales et politiques (ex : politiques de décentralisation sous-tendues par des modes de décision locaux ne prenant pas suffisamment en compte les populations pastorales / mobiles, politiques foncières affaiblissant les modes traditionnels de gouvernance des droits de pâturage). Les politiques dites " d'intégration " systématique, telles que les politiques de sédentarisation, ont parfois eu des effets contre-productifs et ont contribué à leur exclusion. Les populations pastorales ont souffert de formes d'exclusion des systèmes de réponse aux crises alimentaires construits autour de " systèmes d'alerte précoce ", qui se sont historiquement fortement appuyés sur le suivi des cultures vivrières et les réponses aux crises (incluant fréquemment des " kits de relance agricole ") étaient le plus souvent inadaptées aux besoins spécifiques des populations pastorales.

A l'heure actuelle, le degré d'inclusion et de participation des populations pastorales dans les dynamiques de construction et d'utilisation des registres sociaux - ainsi que les bénéfices qu'elles en retirent - restent peu explorés et mal compris. Tsegay (2017)[[1]](#footnote-1) souligne que " dans la plupart des rapports sur la protection sociale produits par les gouvernements, les chercheurs et les groupes de réflexion, le pastoralisme est rarement mentionné, à quelques exceptions près pour l'Éthiopie et le Kenya ". Concernant l'Afrique de l'Ouest, la situation reste pour l'instant largement méconnue malgré le degré d'avancement du processus de construction des registres sociaux. Une étude commandée par le projet RIMRAP en Mauritanie s'est [[2]](#footnote-2)récemment penchée sur le processus de construction du registre social grâce à une analyse de l'approche, des méthodes de consultation des communautés, des outils utilisés, notamment le questionnaire d'enquête sur les ménages.

1. **Problème d'étude**

Dans un contexte d'expansion rapide des systèmes de protection sociale en Afrique subsaharienne et compte tenu de l'ambition de ces systèmes de couvrir tous les ménages dits vulnérables, la question de l'inclusion des populations pastorales doit être posée. Le Registre National Unique du Sénégal adopte une approche basée sur la pauvreté et vise à intégrer tous les ménages pauvres quel que soit leur groupe social, leur source de revenu ou leur zone géographique. La pré-identification des ménages les plus pauvres dans chaque village est réalisée par un processus communautaire sur la base de critères de pauvreté prédéfinis par les communautés elles-mêmes.

Toutefois, il convient d'examiner si la dynamique sociale particulière des populations pastorales affecte leur inclusion au cours du processus actuel de construction du Registre national unique.

1. **Objectifs**

***L'objectif de l'étude est d'analyser le processus actuel de construction du Registre National Unique au Sénégal et d'évaluer son degré effectif d'inclusion des populations pastorales vulnérables.***

Sur la base des analyses, des recommandations seront formulées à l'attention des décideurs et des partenaires du processus initié par le gouvernement du Sénégal pour étendre le RNU afin qu'il soit pleinement inclusif des populations pastorales les plus pauvres et les plus vulnérables.

Les résultats de l'étude pourront également être utilisés dans le cadre de la phase 2 du PRAPS (en cours d'élaboration), afin d'orienter l'appui qui sera apporté au Sénégal. Les recommandations peuvent également être utilisées dans d'autres pays pour renforcer l'inclusion des populations pastorales dans les registres sociaux.

1. **Description de la consultation**

**Préalable : Création d'un comité technique chargé de suivre et de valider les outils et la méthodologie.**

Un comité de supervision et de suivi sera mis en place, composé de la Direction du RNU, d'un expert désigné du Ministère de l'élevage et des productions animales, du coordinateur du PRAPS, ou de son représentant désigné, des points focaux de la Banque Mondiale (équipe PRAPS et équipe protection sociale) et d'un représentant du MDCEST. Ce comité supervisera et validera les méthodologies et outils développés par le consultant ainsi que les livrables attendus.

**Analyse des processus**

Une analyse sera effectuée sur les méthodes (approche géographique, consultations avec les communautés, langues utilisées, etc.), les outils (questionnaires, enquêtes de vérification) et les processus (ciblage communautaire, enquête sur les ménages, mécanisme d'appel/plaintes) régissant la construction du RNU.

L'analyse des processus portera sur les différentes étapes de la chaîne de prestation : sensibilisation, accueil et enregistrement, évaluation des besoins et des conditions et détermination de l'éligibilité. [[3]](#footnote-3)

Systématiquement, les experts mobilisés chercheront à identifier parmi ces approches, outils et processus, ce qui peut constituer des facteurs d'inclusion ou comporter des risques d'exclusion des populations pastorales vulnérables. Ils animeront des discussions avec les équipes du RNU (niveau central et décentralisé) ainsi que quelques focus groups dans la zone sylvopastorale avec les populations et les acteurs clés (opérateurs sociaux) pour compléter l'analyse documentaire du processus.

Cette analyse s'articulera autour de trois tâches :

* + 1. La synthèse documentaire du processus de construction du RNU et la rencontre avec les acteurs clés au niveau central.
    2. Développement d'outils d'entretiens, organisation et mise en œuvre de groupes de discussion en milieu pastoral.
    3. Rédaction du rapport d'analyse (français).

**Produits livrables**

Livrable 1 : Rapport de démarrage présentant la méthodologie d'évaluation du processus et les guides d'entretien pour les groupes de discussion et les entretiens sur le terrain, planification des activités.

Livrable 2 : Le rapport d'évaluation du processus RNU est rédigé et renvoyé au comité technique. Des recommandations opérationnelles sont formulées à l'attention du RNU.

Livrable 3 : Le rapport et ses recommandations sont présentés à travers un power point lors d'une réunion avec le comité technique.

Livrable 4 : La version finale du rapport d'évaluation du processus RNU intégrant les recommandations du comité technique.

1. **Dispositions institutionnelles**

L'étude sera pilotée conjointement par Thomas Bossuroy, TTL du projet de soutien au filet de sécurité sociale, ainsi que par Caroline Planté, TTL du projet régional PRAPS (et de la formulation du PRAPS2).

L'étude sera financée par le projet de soutien au filet de sécurité sociale.

Les partenaires institutionnels de l'étude au Sénégal seront le Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et territoriale (MDCEST) et plus particulièrement la DGPSN et la Direction du RNU, le Ministère de l'élevage et des productions animales.

1. **Cadre temporel**

La durée de l'étude est estimée à 6 mois pour un début en mars/avril 2021.

Livrable 1 : Rapport de démarrage - date prévue : juin 2021 (couvert par les termes de référence initiaux).

Livrable 2 : Projet de rapport d'évaluation du processus RNU - septembre 2021

Livrable 3 : Présentation PPT de l'évaluation du processus RNU - septembre 2021

Livrable 4 : Version finale du rapport d'évaluation du processus RNU - Septembre 2021

1. **Profil du fournisseur**

Cette consultation est ouverte aux cabinets de conseil.

La personne directement chargée de l'étude (chef de mission) doit être basée au Sénégal et répondre aux critères suivants :

- Spécialiste en sciences sociales / pastoralisme ou équivalent (minimum BAC + 5 ans).

- Expérience reconnue d'au moins 8 ans dans les domaines des systèmes pastoraux.

- Expérience avérée d'au moins 5 ans dans la conduite d'évaluations de programmes et de processus.

- Connaissance avérée de l'environnement social et politique du pastoralisme au Sénégal.

-Connaissance des dynamiques liées aux registres sociaux et aux processus de ciblage des populations pastorales pour les programmes d'assistance.

- Parfait français écrit et parlé. La connaissance des langues locales est importante.

- Solides capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction.

- Expérience dans l'accomplissement de missions similaires au Sénégal ou dans la sous-région (ceci peut être un avantage supplémentaire).

Le prestataire doit préciser la composition de l'équipe (profils, temps, durée, coûts) dans son offre technique et financière, assurer la coordination générale de l'étude avec les différents acteurs concernés (Etat, PTF, acteurs humanitaires, bénéficiaires) et présenter régulièrement l'avancement de l'étude au comité technique.

Le prestataire de services doit être responsable du recrutement et de la supervision de tout enquêteur requis pour l'analyse.

1. Tsegay, B. (2017) Réflexions critiques sur les politiques et pratiques de filets de sécurité en matière de protection sociale chez les peuples pastoraux en Afrique subsaharienne. Série de documents de travail SPIDA - ADU / PENHA / DPU-UCL SPIDA / WPS / 103/2017. [↑](#footnote-ref-1)
2. Projet RIMRAP 2018. " Analyse des déterminants de la vulnérabilité des systèmes pastoraux et leur implication sur les ménages pastoraux et le travail des enfants en Assaba, Guidimakha, Hodh El Chargui et Hodh El Gharbi ". IRAM, UCAD Conseil, Save the Children. [↑](#footnote-ref-2)
3. Lindert, Kathy, Tina George Karippacheril, Ines Rodriguez Caillava, et Kenichi Nishikawa Chavez,eds. 2020. Sourcebook on the Foundations of Social Protection Delivery Systems. Washington, DC : Banque mondiale. [↑](#footnote-ref-3)